



# Les zones insécurisées, les acteurs armés et les types d'incidents sécuritaires à l'est de la République Démocratique du Congo

Richard Kasereka Kasivirehi<sup>1</sup>, Gerlas Paluku Kisonia<sup>2</sup>, Reagan Muhindo Muhesi<sup>3</sup>, Emmanuel Kateri Mukosa<sup>4</sup>

## Résumé

*Cette réflexion se concentre largement sur les liaisons entre les zones insécurisées, les acteurs armés et les types d'incidents sécuritaires à l'est de la République Démocratique du Congo. Par analyse factorielle des correspondances et par comparaison, elle révèle le rapprochement entre les incidents de répression politique et ceux d'autres types, respectivement, plus des zones urbanisées des milieux ruraux. De même, la police nationale congolaise endosse la responsabilité du premier cas, les acteurs armés le font pour le second en une sorte de bloc pour les aléas sécuritaires comme les viols collectifs, les morts violentes, les kidnappings pour rançon, les enlèvements, les destructions des biens, les affrontements armés. En termes de perspective, l'on propose à l'État congolais de renouer avec ses capacités et son monopole coercitif pour radier l'insécurité en réponse à la demande urgente des populations locales de la région orientale du pays.*

*Mots-clés : Zones insécurisées, acteurs armés, incidents sécuritaires, groupes armés, sécurité.*

## Abstract

*This study focuses largely on the links between insecure areas, armed actors and types of security incident in the east of the Democratic Republic*

---

<sup>1</sup> Assistant en Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC) : [richardksvrh@gmail.com](mailto:richardksvrh@gmail.com).

<sup>2</sup> Chef de Travaux en Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC).

<sup>3</sup> Assistant en Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC)

<sup>4</sup> Assistant en Faculté de Droit de l'Université Catholique du Graben (Nord-Kivu/RDC)

*of Congo. By factorial correspondence analysis and comparison, it reveals the similarity between incidents of political repression and those of other types, in urbanised areas and rural areas respectively. Similarly, the Congolese national police take responsibility for the former, while armed actors take responsibility for the latter, in a sort of bloc for security hazards such as gang rapes, violent deaths, kidnappings for ransom, abductions, destruction of property and armed confrontations. In terms of prospects, we propose that the Congolese state should rediscover its capacities and its coercive monopoly to eradicate insecurity in response to the urgent demands of local populations in the eastern region of the country.*

*Key words: Insecure areas, armed actors, security incidents, armed groups, security.*

## **Introduction**

Depuis des décennies, la sécurité en République Démocratique du Congo est devenue si hypothétique que sa précarité colle au pays une photographie largement négative. Dans sa partie orientale, des groupes armés jouent le rôle de l'état prétendant maintenir l'ordre public et protéger la population. En fait, la fragilité étatique de l'état congolais en matière de sécurité nationale s'y traduirait clairement par une quasi-absence de l'autorité étatique et de la puissance publique dans plusieurs coins de son territoire. La mollesse de l'état congolais empiète sur son obligation de réponse à porter à la demande populaire de paix ou de sécurité des personnes et de leurs biens. Suite à son incapacité à assumer ses missions régaliennes dont la sécurité et la justice, l'état congolais ne sait plus endiguer des innombrables dont le déclenchement des guerres civiles (CARTAPANIS, 2012). Au sens wébérien, il ne sait plus s'investir dans la mise en place de son monopole de la violence légitime. Sa capacité de défendre et de sécuriser les citoyens et leurs biens.

En conséquence, le contrôle du territoire échappe à l'tat. Ce dernier est absent sur une bonne partie du pays. Cela est visible suite à la porosité de certaines de ses frontières, la gestion de certains endroits par des tiers (groupes rebelles). Ce qui empiète sur la cohésion nationale et démontre la précarité et l'inefficacité des

institutions publiques. Le comble que le degré de sa faillite lui ait ravi le monopole de l'emploi de force sur son territoire (NIKOLAS, 2012). D'une façon claire, à cause de ses incapacités institutionnelles et de son inaptitude gouvernementales, son Etat risque de laisser place au chaos (ILLY, 2015).

En effet, comme le pense Béatrice GIBLIN (2016), « les faiblesses des Etats sont un facteur déterminant dans le déclenchement des conflits ». Elles sont à la base de l'insécurité permanente dans nombreuses régions du monde. Cette sorte désétatisation insécurise l'État et l'insécurise tellement par des menaces de tout genre *ad intra* et *ad extra* qu'il fait piètre figure dans l'accomplissement de la sécurité nationale.

Ainsi, la remise en cause des différentes capacités de l'État fait stigmatiser la non-effectivité de sécurité nationale, notamment dans un pays ou une région brutalisé par du bellicisme. Il en est de la région est de la République Démocratique du Congo. Elle est agitée par une fourmilière de groupes armés, en l'occurrence dans les trois provinces du Sud-Kivu, du Nord Kivu et de l'Ituri, qui en subissent le principe autoritaire. Face à cette militarisation de fait, l'Etat congolais est quasi-effiloché et sa maîtrise de la sécurité sur toute l'étendue de son territoriale nationale laisse à désirer.

Avec ce déficit sécuritaire, tout le système politique congolais risque de sombrer dans une sorte de déliquescence totale. Le pays se voit obligée de recourir aux différentes interventions extérieures afin de restaurer la sécurité nationale. A ce sujet, bien des exemples peuvent être évoqués à titre indicatif : présence perdurable des Nations Unies à travers la MONUSCO pour le rétablissement de la sécurité et la paix à l'est du pays ; opérations conjointes *Shujaa* entre l'armée nationale et celle de l'Ouganda pour traquer les présumés rebelles ADF en Territoire de Beni ; présence des forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), au motif de régler la question du M23 appuyé par les RDF, etc. Déjà de telles interventions dénaturent la capacité gouvernementale du pays de

pouvoir être le seul maître de maintenir sa sécurité nationale. (Sur base de cette argumentation, il est aisé que l'on se convainque que la République Démocratique du Congo n'est nullement un).

Dans ces conditions d'ineffectivité sur l'entièreté de son étendue territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'État congolais seraient sujettes à caution. Les guerres dans le pays et leurs conséquences y font déferler un carnage sécuritaire sans précédent. En plus du nombre de décès directs, des méfaits directs et indirects pèsent sur les personnes et la société dans son ensemble : une dégradation notable des conditions de vie et des privations accrues. Sur le plan individuel, du fait des déplacements internes, de prise en otage, de torture et d'emprisonnement arbitraire, un grand nombre de personnes en payent le tribut et en portent des séquelles, ainsi que des dommages psychologiques et traumatismes (COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, 2015). Faute de restauration prompte de la paix nationale et de son extension aux divers citoyens congolais, perdurent les exactions perpétrées par divers acteurs armés auteurs de l'insécurité nationale.

Le présent papier se fixe pour objectif d'établir la relation entre types d'exaction et zones insécurisées du fait des acteurs armés à l'Est de la République Démocratique du Congo. Il montre que les incidents de répression politique se commettent dans des zones urbanisées, où s'amplifient les activités politiques ; alors que les autres incidents se perpètrent probablement dans les milieux ruraux, où plus d'un acteur armé sème la désolation au sein de la population. Les acteurs armés seraient donc responsables des aléas sécuritaires comme les viols collectifs, les morts violentes, les kidnappings pour rançon, les enlèvements, les destructions des biens, les affrontements armés. De sa part, la Police Nationale Congolaise répondrait de certaines répressions politiques signalées souvent en plein milieu urbain.

En guise de méthodologie, le présent papier use de l'approche comparative pour lier les exactions commises par les acteurs armés,

les zones insécurisées et les types d'incidents sécuritaires. Outre le recours aux rapports du Baromètre Sécuritaire du Kivu (BSK/KST) depuis l'année 2017 au 07 avril 2022, il mobilise plus les analyses factorielles des correspondances pour discerner quantitativement les données de l'étude par la méthode statistique.

Pour raison de simplicité, cette recherche présente, d'abord, les groupes armés, la géopolitique des conflits et des ressources naturelles, l'aperçu global sur l'insécurité persistante à l'Est de la République Démocratique du Congo, ensuite, avant de déceler, enfin, les rapports entre les zones insécurisées, les acteurs armés et les types d'incidents sécuritaires.

### **1. Les groupes armés, la géopolitique des conflits et des ressources naturelles**

Aujourd'hui, dans la géopolitique des conflits, les ressources naturelles jouent un rôle de grande envergure dans la résurgence de l'insécurité. De ce fait, dans la plupart des foyers de guerre, la relation entre les ressources naturelles et la conflictualité armée demeure affirmée. Plus, une région est lotie abondamment de ressources naturelles, plus est grand de devenir le théâtre de conflits armés (HUGON, 2009).

De fait, parmi les enjeux les plus attractifs au sein de la géopolitique actuelle des conflits armés, l'on compte les ressources naturelles. De par leur liaison à la conflictualité soulignée par Bernadette MÉRENNE-SCHOUMAKER (2013), fossiles ou minières, les richesses naturelles stratégiques peuvent alimenter les conflits et les guerres. Ces richesses fourniraient des moyens pour financer les rebellions répétitives. Du seul fait de leur abondance, celles du sous-sol attiseraient plus de contrôles par la violence coloniale, impérialiste, voire le pillage (HUGON, 2009). Cela serait récurrent dans presque toutes les zones agitées que le vocable de ressources du conflit a même été inventé. Il désigne des minerais, du bois, des hydrocarbures, de l'eau, etc. dont l'exploitation et la

commercialisation sont susceptibles de financer et d'alimenter les conflits (COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT-TERRE SOLIDAIRE, 2014).

Par ailleurs, à en croire la Nordiska Afrika institute (Ukoha Ukiwo, 2009), les fortunes économique et politique sont à la base des groupes armés et de l'insécurité récurrente dans une région. Cette organisation illustre son argumentaire par le conflit persistant dans la zone du Delta du Niger qui reste essentiel à la viabilité financière du Nigéria et pour la sécurité énergétique mondiale. Car, étendue sur 75 000 mètres carrés, cette zone insécurisée constitue la troisième plus grande zone humide de la terre, comprend la quasi-totalité des réseaux de gaz et de pétrole du Nigéria représentant, depuis 1990, environ 40 % du produit intérieur brut du Nigéria.

De même, dans le rapport *Géopolitique des ressources et conflits au Sahel*, la Fondation Gabriel PÉRI (2013) met en relation les ressources naturelles et la présence des conflits dans cette partie de l'Afrique. Plus les ressources naturelles sont abondantes plus grande est la convoitise. Il n'est pas étonnant de constater une conflictualité accrue autour des gisements de pétrole, des mines faute du faible contrôle de l'Etat de ces endroits. Ce qui fait que ces ressources profitent à une minorité au lieu de profiter à la population qui vit de plus en plus dans une pauvreté notoire. Le Libéria, la Sierra Leone, le Soudan illustrent, parmi tant d'autres, avec éloquence cette situation.

D'un point de vue restrictif, l'analyse de la géopolitique des conflits à l'est de la République Démocratique du Congo décèle la similarité. Une notoire déliquescence de l'État congolais en y manifeste la faillite du maintien de son monopole de la violence légitime. La porosité de la frontière orientale du pays l'expose à maintes crises de tout genre dont l'issue culmine dans l'exploitation des ressources naturelles, sur fond de pillage et, partant, d'insécurité récurrente ou permanente. Comme dirait le groupe de Frédéric BUCHY (2014), cette fragilité étatique amplifierait des trafics

illicites de toute sorte, du fait de l'extrême perméabilité des frontières du pays. A cause de sa précarité, l'on hésiterait peu à considérer cet État comme fourre-tout où, pense (VLASSENROOT, 2003), « la perpétuation des activités des mouvements rebelles devient pour de larges sections des populations le seul mécanisme de survie dans les conditions actuelles du conflit ».

Evidemment, dans cette situation amalgamée, la conflictualité a tendance de faire disparaître les frontières entre combattants et non combattants. L'implication de presque tout le monde dans l'économie de la guerre et mafieuse provoque une insécurité redondante dans les zones où, de par leur régime spécifique d'accès, la plupart des ressources naturelles de la RDC sont soumises au mode de la prédation, de la violence et de la domination, ou de l'exclusion (NGOIE TSHIBAMBE, 2013, p. 104).

Si donc, comme écrivent PALUKU KISONIA et KAVIRA MUVUNGA (2018), « les conflits trouvent leur vraie origine principale dans la quête des richesses », une nette relation se confirme entre les ressources naturelles et la résurgence des conflits armés de tout genre dans la plupart des régions du monde. Même Sophie CHAUTARD (2014) le rassure. Pour elle, la possession du territoire reste un facteur principal loin devant l'idéologie ou la religion. Les ressources naturelles sont devenues un véritable enjeu de guerre.

Plusieurs cas en témoigneraient *mutatis mutandis* : le conflit casamançais alimenté par l'accès au foncier (ROBIN & NDIONE, 2006, p. 1), le conflit Egypte-Ethiopie entraîné par le fleuve Nil (FERRAS, 2015), l'occupation territoriale au Sahara occidental *via* l'autodétermination (MOHSEN-FINAN, 2008), etc.

Décidément, la terre devient un réel enjeu géopolitique. Comme l'a révélé le Comité catholique contre la faim et le développement-terre solidaire (2014), les belligérants trouvent de quoi financer leur conflit grâce aux ressources naturelles qu'ils cherchent à tout prix à

contrôler. Pendant le conflit, ceux-ci se transforment en exploitants systématiques de ces ressources.

À l'est de la République démocratique du Congo, en l'occurrence, de nombreux groupes armés se sont arrogés, *de facto*, des rôles administratifs du territoire sous prétexte de maintenir l'ordre et protéger les populations. Ces services ne sont pas gratuits. Ils s'exercent moyennant une contrepartie : des redevances en espèce (argent) comme en nature (partie de la récolte, minerais, etc.) exigées à la population.

Mais, émasculé par la présence de plusieurs groupes armés dans la zone, notamment, du Nord et Sud-Kivu (GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO, 2016), le pouvoir public y est établi sur le territoire plus théoriquement que dans la praxis ; à moins de coopérer avec ses acteurs armés. La débâcle de la République Démocratique du Congo confirmerait donc autant l'affirmation de Luc SINDJOUN (2002) que la pensée de Béatrice GIBLIN (2016). Selon la première source, la richesse du sous-sol pourrait aussi bien devenir à l'origine de la désintégration d'un État, facteur de la déstabilisation d'un pays ; tandis que la seconde prend la faiblesse des États pour déterminant dans le déclenchement des conflits. Les deux facteurs sont à la base de l'insécurité permanente dans nombreuses régions du monde.

## **2. Aperçu global sur l'insécurité récurrente à l'est de la République Démocratique du Congo**

Dans plus d'un foyer de guerre, l'abondance de ressources naturelles attise les conflits armés, en l'occurrence, dans la zone frontalière orientale de la RD. Congo. Des groupes armés profitent du climat d'instabilité dans cette région et, partant, font tout pour que ça perdure. Plus d'un groupe armé sont cantonnés dans les sites des minerais, où ils ont trouvé une chasse gardée à leur faveur. Paradoxalement, confiait WASWANDI KAKULE NGOLIKO (2017), le trafic d'or est dominé autant par les éléments FDLR que par certains militaires des forces loyalistes de la RDC avec la plupart

des militaires issus de l'intégration des rebelles du CNDP. Ce dernier est considéré, tout de même, comme l'instrument rwandais pour maintenir le climat d'instabilité alors que la RDC traversait une transition juste après sa première échéance électorale de 2006.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2011) cite les groupes armés et certains éléments des FARDC dans l'exploitation illégale des ressources naturelles dont l'or en Ituri et au Nord-Kivu.

En tout état de cause, avec Guillaume De BRIER et Fiona SOUTHWARD (2015), l'on doit souligner l'existence des liens entre l'exploitation illicite des minerais, surtout dans la chaîne d'approvisionnement, et la persistance des conflits dans les provinces de l'est de la RDC. Les minerais y sont alors facteur géopolitique et vecteur d'une insécurité et de guerre. Ne parle-t-on pas des minerais cruciaux ou de minerais de sang ou de conflit, notamment au sujet du diamant ou encore du coltan ? (DELRUE, 2014). Les groupes armés restant préoccupés par l'exploitation illégale persistante des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs (CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA REGION DES GRANDS LACS, 2010, p. 2). En 2001, pour ce motif, l'on verra le Secrétaire Général des Nations Unies interdire des exportations des minerais et du bois en provenance du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda à cause de l'exploitation des minerais de conflit par les mouvements rebelles, à savoir le Rassemblement du Congo pour la Démocratie et le Front de Libération du Congo (TROTTIER, 2012, p. 6).

En fait, par ces rebellions, les dirigeants, à l'instar de ceux rwandais avaient un plan de grande envergure qui visait les richesses minières dans l'est du Congo-Zaïre (LACOSTE, 2012, p. 230). Ces autorités rwandaises, par exemple, auraient souhaité que la région soit dans leur zone d'influence (LUGAN, 2013, p. 208-215). Sur ce plan, à l'est du Congo aussi, « la rente des matières premières constituent une source de violence » (DALLEENNE &

BUCHY, 2013, p. 280). Comme crit POUTRIER (2014), dans les conflits toujours multidimensionnels, la question des ressources naturelles n'est jamais lointaine. Ces dernières ne constituent-elles pas une courroie de transmission dans la géopolitique des conflits armés et de l'insécurité dans plus d'une région au monde ?

Par ailleurs, en ce qui concerne la flore, l'abattage d'arbres se fait par les groupes armés directement ou indirectement sous leur organisation. Une contrebande s'observe de ce côté et ces groupes trouveraient des marchés en Ouganda et au Kenya. Il s'agit principalement des espèces comme l'acajou et le teck. Mais, outre les contrebandiers situés en Villes de Beni, Bunia et Goma issus des groupes armés, l'armée congolaise, du moins certains de ses éléments, est aussi citée dans ce commerce illicite des ressources naturelles floristiques. Ces groupes armés vont jusqu'à prélever des taxes sur le bois d'œuvre (OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME, 2011). De ce fait, comme l'insinue NAZET (2014), déversoir de la région des Grands Lacs, le Kivu servirait de reflet des combats passés et serait devenu une région de tous les pillages des ressources naturelles par les pays voisins, entre autres le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.

En ce qui concerne les ressources fauniques, certains éléments des FARDC sont cités principalement. En 2011, l'Office des nations unies contre la drogue et le crime (2011) a affirmé que la plupart des braconnages constatés dans le parc national des Virunga sont l'œuvre des militaires des FARDC. Par ailleurs, des groupes armés sont aussi cités dans le braconnage près du lac Albert.

Selon l'analyse mise par le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité et Bonn International Center for Conversion (BICC) (2010), le braconnage prime au Maniema et au Tanganyika. En revanche, une seule raison engagerait les groupes armés à s'investir dans la criminalité transfrontalière (demeure que). Il s'agit du fait que ce secteur en pleine croissance regorge plus d'un revenu annuel. Ainsi, pour le trafic d'espèces sauvages, le revenu

annuel environnerait 23 milliards de dollars américains au monde. Le trafic et l'exploitation illégale des forêts compteraient 100 milliards de dollars américains. La pêche illégale fait au moins 30 milliards de dollars américains au monde (NELLEMANN, 2014). C'est pourquoi, en RDC particulièrement, s'opère une « prédation de la faune et de la flore vouée au trafic illicite de plusieurs espèces protégées » (SHUKU ONEMBA, 2004). Ces espèces sont menacées suite aux conflits armés sévissant dans la région est congolaise.

Ces enjeux de la conflictualité armée entraînent tant d'autres. Parmi eux, pour ne parler que de lui, s'inscrit le phénomène du commerce et de la prolifération des armes à feu depuis le reste du monde vers la région d'Afrique centrale, ainsi que les flux des drogues.

*Primo*, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2011) écrit que les groupes armés qui sévissent en Afrique centrale n'ont plus besoin des trafiquants internationaux pour se ravitailler en armes. Il fustige la circulation facile d'armes de guerre dans cette région après plusieurs conflits armés qui s'y sont déclarés. Tout de même, l'Office réalise qu'il n'y a pas assez de contrôle sur les armes immatriculées congolaises dans cette région. Les Etats voisins de la RDC sont aussi cités pour procurer des armes aux groupes armés dans cette région.

Cela étant, sur la collaboration des groupes armés et des réseaux criminels dans cet affairisme louche (HUGON, 2013), le trafic transnational d'armes à feu a donc pris une dimension intrarégionale. Ce n'est pas étonnant que les produits de première nécessité peuvent s'obtenir contre une arme. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2011) instruit des cas illustratifs. Il cite des échanges d'armes, données par des hommes d'affaires venus de l'Ouganda et du bois d'œuvre et du café en provenance de la RDC. A ces produits s'ajoute de l'or. C'est le cas des FDLR qui se seraient procuré des armes en échange de l'or. L'Office signale aussi des échanges entre l'armée populaire de libération du Soudan et des

groupes armés congolais. Les premiers donnant des armes alors que les seconds ont donné des marchandises telles que les motos.

En outre, la prolifération et la circulation des armes incontrôlées des armes à l'est de la RDC s'expliquerait par plusieurs facteurs. La Commission Justice et Paix Belge Francophone (2011) relève, entre autres, la multiplicité d'acteurs impliqués, la complexité et l'instabilité de la réalité locale, ainsi que le manque de contrôle de la frontière orientale congolaise. Aux experts des Nations Unies (CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES, 2001) d'identifier les trois moyens d'obtention du matériel nécessaire pour les parties au conflit : l'achat direct contre le paiement d'armes et de matériel, le troc c'est-à-dire contre concessions d'exploitation minière, ainsi que la création des coentreprises. En peu de mots, Andréanne GOYETTE (2012) pense que le commerce informel dont celui exercé par les militaires et des groupes armés constitue le mode facilitant les transactions à l'est de la RDC dans une réelle économie de la guerre.

Déjà, l'enquête de terrain opérée par le GRIP, BICC et PNUD/RDC fait état de plus de 300 000 armes à feu aux mains des civils à l'est du Congo. En plus de celles détenues par les groupes armés congolais et étrangers, les FARDC et la MONUSCO. Cet imbroglio cause d'office une insécurité. La même enquête renseigne sur une pratique bien connue dans le mode de financement et réalise que les minerais servent aussi dans la procuration des armes dans la région (Commission Justice et Paix Belge Francophone, 2011). Sur ce plan (Ainsi), cette criminalité s'effectue et par les groupes armés, et par les éléments FARDC, et par la population civile *via* ce troc illégal d'armes contre minerais ou autres ressources naturelles, à l'instar du bois ou la faune.

*Secundo*, hormis les armes à feu, la relation entre ressources naturelles et conflits armés engendre un autre rapport entre le conflit et la criminalité. Il passe par des flux de drogue. A propos, une partie de cannabis censé provenir de l'Ouganda émanerait en fait d'une

production interne congolaise qui transiterait par l'Ouganda. Les autorités rwandaises et burundaises confirmeraient la République Démocratique du Congo comme une de principales sources de cette denrée narcotique. D'où, en partie, le commerce transnational en Afrique centrale finance les groupes armés. A titre illustratif, les groupes comme les FDLR se seraient engagées dans la culture intensive dans les endroits qu'elles occupent depuis bien longtemps. Parmi ces cultures, l'on peut citer le cannabis. L'on signale aussi la collaboration entre les groupes armes juste pour faciliter le commerce de cette drogue. Dans certains cas, l'on note la présence de la cigarette *Supermatch* qui peut parfois s'échanger contre les minerais (OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE, 2011).

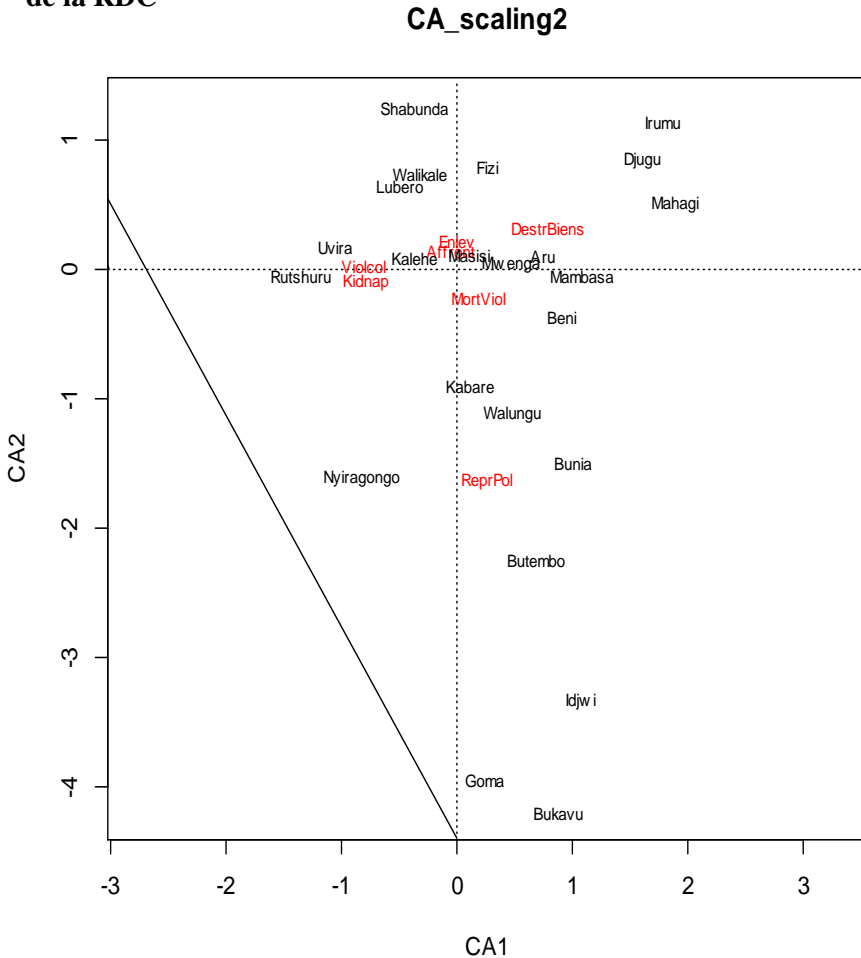
Somme toute, le trafic de drogue est l'une des sources majeures de financement pour les mouvements terroristes, les rebellions ou encore les guérillas (BEAUD, 2004).

### **3. Rapport entre les zones insécurisées, les acteurs armés et les types d'incidents**

Les liaisons entre les zones insécurisées, les acteurs armés et les différents types d'incidents peuvent se baser sur la documentation logée par le site du Baromètre sécuritaire du Kivu (BSK/KST) depuis 2017 jusqu'à avril 2022 (le 07 avril 2022). Les analyses portent ici sur deux principales sections qui cernent la relation respective des zones insécurisées et des acteurs armés avec les types d'incidents à l'est de la République Démocratique du Congo.

*Primo*, la description de la relation entre les zones insécurisées et les différents types d'incidents sécuritaires à l'est de la République Démocratique du Congo se visualise avec netteté à partir de la figure subséquente

**Figure 1. Relation entre zones insécurisées et types d'incidents à l'est de la RDC**



La figure le révèle clairement. Les incidents sécuritaires comme les répressions politiques sont beaucoup plus concentrés dans les centres urbains ; tandis que les autres types se manifestent dans des milieux ruraux, surtout dans les Territoires.

Sur le graphique, diverses zones comme Kalehe, Masisi, Mwenga, Rutshuru, Aru, Beni, Mambasa, Uvira sont trop proches des morts violentes, des viols collectifs, des enlèvements, des kidnappings pour rançon, des incidents de destruction des biens, des

affrontements entre les belligérants armés. Géopolitiquement, cette situation s'explique. Beaucoup de zones rustiques sont des sites géopolitiques où se concentrent différents maquis de plusieurs groupes armés rebelles pour réaliser alors leurs ambitions, motivations et visées géopolitiques. Plusieurs de ces milieux sont réputés détenir un sous-sol riche en minerais, à l'instar de celui de Masisi qui regorge de ressources en colombo tantalite (coltan).

En tout état de cause, de par sa large localisation dans les zones urbanisées, la répression politique est prise comme incident se perpétrant en pleins centres urbains. Par contre, les autres incidents sécuritaires, à l'instar des morts violentes, les viols collectifs, les enlèvements, les kidnappings pour rançon, les aléas de destruction des biens, les différents affrontements entre les belligérants armés peuvent être pris en compte comme des incidents sécuritaires ruraux.

Cependant, au niveau de certains milieux ruraux comme Nyiragongo, Kabare et Walungu, peuvent se rencontrer des cas trop proches des incidents de répressions politiques connus par les centres urbains comme Goma et Bukavu. Cette situation globale nécessite de revoir la relation entre les acteurs armés et les types d'incidents sécuritaire dans la même région sous analyse.

*Secundo*, pour découvrir la relation entre les acteurs armés et les types d'incidents sécuritaires déferlant à l'est de la République Démocratique du Congo, il sied de partir de la lecture de la figure suivant.



destructions des biens, les viols collectifs et les affrontements entre les belligérants armés. De façon précise, toutes les autres exactions en commun sont commises par les groupes armés autres que la police nationale congolaise qui, elle, commet uniquement plutôt les incidents de répression politique.

## **Conclusion**

Au terme de cette étude sur les liaisons entre les zones insécurisées, les auteurs armés et les types d'incidents sécuritaires, il est loisible de s'assurer l'atteinte de son objectif d'établir la correspondance entre les trois axes à l'est de la République Démocratique du Congo.

Grâce à une méthodologie centrée sur la méthode d'Analyse factorielle de correspondance pour établir des liaisons entre les exactions commises par les mêmes acteurs armés ou dans les mêmes zones insécurisées et au recours aux archives du Baromètre Sécuritaire du Kivu (BSK/KST) depuis l'année 2017 au 07 avril 2022, l'analyse des rapports entre les variables principales d'étude a largement corroboré l'hypothèse, vérifiée à travers les deux images graphiques. Elles révèlent combien les incidents de répression politique sont, du moins pour la plupart, plus proches aux zones urbanisées et sont commis par la police nationale. Par contre, les autres sont des milieux ruraux et ont pour auteurs divers acteurs armés formant cependant une sorte de bloc commun pour les aléas sécuritaires multiformes.

En marge du parcours de cette étude, fort est d'ouvrir pour seule prospective le rappel à l'État congolais de réhabiliter ses capacités institutionnelles et de rendre opérante son obligation de sécuriser les populations locales de la région de l'est tout comme de tous les citoyens de la république. Cet appel est lancé vers la boîte noire de la synergie entre (qui est le Gouvernement, le Parlement et les autres institutions ayant la question le monopole légitime de la sécurité à travers leurs attributions.

## Références bibliographiques

- Baud, J. (2004). *Encyclopédie des terrorismes et violences politiques*. Lavauzelle.
- Buchy, F., Dallenne, P., & Degans, A. (2014). *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*. Ellipses.
- Cartapanis, A. (2012). L'Etat défaillant. In *Qui capture l'Etat ?* (p. 19-22). PUF. <https://www.melchior.fr/note-de-lecture/qui-capture-l-etat>
- Chautard, S. (2014). *L'indispensable de la géopolitique*. Studyrama.
- Comité catholique contre la faim et le développement-terre solidaire. (2014). *Des ressources naturelles au cœur des conflits. Agir pour une législation européenne ambitieuse*. Comité catholique contre la faim et le développement-terre solidaire. <https://ccfd-terresolidaire.org>
- Commission économique pour l'Afrique. (2015). *Conflits en République Démocratique du Congo. Causes, impacts et implications pour la région des Grands Lacs*. Organisation des Nations Unies.
- Commission Justice et Paix belge francophone. (2011). *Trafic d'armes et insécurité à l'est de la République Démocratique du Congo. Le rôle des ressources naturelles*. Commission Justice et Paix belge francophone.
- Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs. (2010, décembre 15). *Déclaration du sommet spécial de la CIRGL sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs*.
- Conseil de Sécurité des Nations Unies. (2001). *Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*. Organisation des Nations Unies.
- Dallenne, P., & Buchy, F. (2013). *La mondialisation. Nouvelles dynamiques géopolitiques et géoéconomiques*. Ellipses.
- De Brier, G., & Southward, F. (2015). La chaîne d'approvisionnement des minerais et ses liens avec le conflit dans l'est de la RDC : Bilan de cinq dernières années. *Conjonctures congolaises*, 87-112.
- Delrue, G. (2014). *Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* (2e éd.). Maklu.

- Ferras, P. (2015). *La corne de l'Afrique. Evolutions politiques et sécuritaires*. Observatoire de la Corne de l'Afrique.
- Fondation Gabriel Péri. (2013, février 26). *Géopolitiques des ressources et conflits au Sahel* [Compte rendu]. Troisième séance du cycle de conférence sur l'espace sahélo-saharien. <https://gabrielperi.fr>
- Giblin, B. (2016). *Les conflits dans le monde. Approches géopolitiques* (2e éd.). Armand Colin.
- Goyette, A. (2012). *Conflit armé et ressources naturelles en Droit international : Le cas de la RDC* [Maîtrise en Droit international]. Université du Québec.
- Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, & Bonn International Center for Conversion. (2010). *Etude sur la prolifération des armes légères en République Démocratique du Congo*.
- Groupe d'étude sur le Congo. (2016). *Qui sont les tueurs de Beni ?* (Rapport d'enquête N° 1). Groupe d'étude sur le Congo.
- Hugon, P. (2009). Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains. *Hérodote*, 3(134), 63-79.
- Hugon, P. (2013). Matières premières et conflits : Le rôle des matières dans les conflits armés. In *Déterminants de conflits et nouvelles formes de prévention* (p. 213-225). Bruyillant.
- Illy, O. (2015). « L'Etat en faillite » en droit international. *Revue québécoise de droit international*, 28(2).
- Lacoste, Y. (2012). *Géopolitique : La longue histoire d'aujourd'hui*. Larousse.
- Lugan, B. (2013). *Les guerres d'Afrique. Des origines à nos jours*. Rocher.
- Mérenne-Schoumaker, B. (2013). *Atlas mondial des matières premières. Des ressources stratégiques*. Autrement.
- Mohsen-Finan, K. (2008). *Trente ans de conflit au Sahara occidental*. Institut Français des Relations internationales.
- Nazet, M. (2014). *Comprendre l'actualité. Géopolitique et relations internationales*. Ellipses.
- Nellemann, C. (2014). *La crise de la criminalité environnementale. Le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable*. Programme des Nations Unies pour l'Environnement et Interpol.

- Ngoie Tshibambe, G. (2013). La géopolitique de l'eau de la conflictualité dans le bassin hydrographique du Congo. In *Identités, ressources naturelles et conflits en République Démocratique du Congo. Défis idéologiques et voies de sortie ?* Le Harmattan.
- Nikolas, E. (2012). L'auto-assistance et les Etats faillis africains. Le rôle fondamental des puissances hégémoniques sous-régionales. *ASPJ Afrique et Francophonie*.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. (2011). *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale. Une évaluation des menaces*. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
- Pourtier, R. (2014). *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*. Prépa ECG.
- Robin, N., & Ndione, B. (2006). L'accès au foncier en Casamance. L'enjeu d'une paix durable ? *Handicap International*.
- Shuku Onemba, N. (2004). *Conflits armés en République Démocratique du Congo et le NEPAD*. Association nationale pour l'évaluation environnementale.
- Sindjoun, L. (2002). *Sociologie des relations internationales*. Karthala.
- Trottier, B. (2012, juillet 8). *Ressources naturelles et conflits au sein de l'espace francophone*. Session de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie, Bruxelles.
- Ukoha Ukiwo. (2009). Les causes et les remèdes des conflits pétroliers du Delta du Niger. *Policy Notes, 1*. <https://www.files.ethz.ch>
- Vlassenroot, K. (2003). Economies de guerre et entrepreneurs militaires. La rationalité économique dans le conflit au Sud-Kivu (République Démocratique du Congo). In *Guerres et Sociétés. Etat et violence après la Guerre froide* (p. 339-368). Karthala.
- Waswandi Kakule Ngoliko, A. (2017). *Le Kivu dans la résolution des conflits en République Démocratique du Congo de 1960-2014. Essai d'une analyse socio-historique et institutionnelle d'un Etat en reconstruction, Butembo*. PUG-CRIG.